

23 avril 2007



FORMULAIRE DE DEMANDE 2007-2013

PLAN VEGETAL POUR L'ENVIRONNEMENT

INVESTISSEMENTS COLLECTIFS DES CUMA

Règlement (CE) n° 1698/2005 du 20 septembre 2005

Avant de remplir cette demande, lisez attentivement la notice d'information.
Transmettez l'original à la DDAF du département du siège de votre exploitation et conservez un exemplaire.

Cadre réservé à l'administration

N° de dossier OSIRIS : _____ Date de réception : ____/____/____

IDENTIFICATION DE LA CUMA

N° SIRET : _____
attribué par l'INSEE lors d'une inscription au répertoire national des entreprises

N° PACAGE : _____

Aucun numéro attribué (*fournir une pièce d'identité ou un Kbis*)

Si vous êtes déjà identifié auprès de la DDAF, aller directement au paragraphe : « Caractéristiques de la CUMA »

DENOMINATION :

Date de création : ____/____/____

REPRESENTANT ET COORDONNEES DE LA CUMA

Ne pas compléter si ces informations sont déjà connues du guichet unique

a) Représentant légal de la coopérative :

NOM : _____

Prénom : _____

Sa qualité : _____

NOM, Prénom du responsable du projet : _____
si différent du représentant légal

b) Adresse de la coopérative :

Code postal : _____

Commune : _____

☎ : _____

Téléphone portable professionnel : _____

N° de télécopie : _____ Mél : _____

d) Vérification du critère communautaire lié à l'amélioration du niveau global des résultats de la CUMA

- Résultats prévisionnels de la CUMA

| (en euros) | Valeur de l'année précédente | Valeur prévisionnelle après réalisation du projet (en année de croisière) |
|--------------------------------------|------------------------------|---------------------------------------------------------------------------|
| Annuité emprunts moyen et long terme | | |
| Produit d'exploitation | | |
| Excédent brut d'exploitation (EBE) | | |

- Nombre de salariés : avant projet : _____ après projet : _____

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DU PROJET

| | (en euros) |
|--------------------------------------------------------------------------|------------|
| Montant total des aides attendues ($b = d + e$) | |
| <input type="checkbox"/> Montant des aides attendues au titre du PVE (d) | |
| <input type="checkbox"/> Montant des aides attendues hors PVE (e) | |
| Si case précédente cochée : préciser l'origine des aides | |
| Montant de l'apport hors aide ($c = f + g$) | |
| <input type="checkbox"/> Montant apporté par autofinancement (f) | |
| <input type="checkbox"/> Montant apporté par des prêts (g) | |
| Montant global du projet ($a = b + c$) | |

ENGAGEMENTS DU DEMANDEUR

Je (représentant légal de la CUMA) demande à bénéficier des aides du Plan végétal pour l'environnement (PVE).

Je déclare et atteste sur l'honneur :

- ne pas avoir commencé l'exécution de ce projet,
- n'avoir fait l'objet d'aucun procès-verbal dressé dans les douze mois qui précèdent la date de dépôt de ma demande au titre des points de contrôle des normes minimales attachées à l'investissement aidé (voir notice d'information au paragraphe sur les normes minimales),
- respecter les normes minimales attachées à mon projet (vous reportez à la notice d'information),
- être à jour de mes cotisations sociales et fiscales,
- ne pas avoir déposé plus de trois dossiers de demande d'aide dans le cadre du PVE au titre de l'actuelle programmation 2007-2013,
- ne pas avoir sollicité une aide autre que celles indiquées sur ma demande sur le même projet et les mêmes investissements,
- le cas échéant, avoir obtenu de la part du propriétaire du terrain sur lequel la ou les implantations sont projetées, l'autorisation de réaliser ces aménagements (travaux exécutés sur le site de la CUMA),
- avoir pris connaissance que ma demande d'aide pourra être rejetée en totalité ou partiellement au motif que le projet ne répond pas aux priorités définies régionalement ou au motif de l'indisponibilité des crédits affectés à cette mesure,
- avoir pris connaissance que ma demande sera rejetée en l'absence de réponse de l'autorité compétente au delà du délai de 6 mois à compter de la date de l'accusé de réception de mon dossier complet,
- avoir pris connaissance que l'octroi de la part communautaire est conditionnée à la validation finale du programme de développement rural hexagonal (PDRH),
- accepter de modifier mon projet pour sa conformité aux conditions de validation du PDRH.

Je m'engage à :

- poursuivre l'activité de la CUMA pendant une durée de 3 ans¹ à compter de la notification de la subvention,
- maintenir en bon état fonctionnel et pour un usage identique les agro-équipements ayant bénéficié des aides pendant une durée de 3 ans¹ à compter de la notification de la subvention,
- respecter les normes minimales dans le domaine de l'environnement attachées à l'investissement objet de l'aide,
- me soumettre à l'ensemble des contrôles administratifs et sur place qui pourraient résulter de l'octroi d'aides nationales et européennes,
- ne pas solliciter à l'avenir, pour ce projet, d'autres crédits (nationaux ou européens), en plus de ceux mentionnés dans le tableau « financement du projet »,
- pour chaque adhérent participant à ce projet, ne pas solliciter d'aide individuelle sur des matériels de même type pour la période 2007-2013,
- le cas échéant, appliquer la démarche intégrée relative à l'utilisation et à la gestion des produits phytosanitaires prévue en vue d'obtenir les aides sur l'automoteur de pulvérisation répondant à la norme EN 12761,
- détenir, conserver, fournir tout document ou justificatif demandé par l'autorité compétente, pendant 3 ans¹ suivant la fin des engagements.

J'informe la DDAF :

- en cas de modification de ma raison sociale, de mon projet ou de mes engagements.

J'atteste sur l'honneur :

- l'exactitude des renseignements concernant ma situation et concernant le projet d'investissement,
- que j'ai pris connaissance des points de contrôle, des règles de versement des aides et des sanctions encourues en cas de non respect de ces points.

Je suis informé(e) qu'en cas d'irrégularité ou de non respect de mes engagements, le remboursement des sommes perçues sera exigé, majoré d'intérêts de retard et éventuellement de pénalités financières, sans préjudice des autres poursuites et sanctions prévues dans les textes en vigueur.

Fait à _____ le _____

Signature du représentant légal de la CUMA.

PIECES FOURNIES

| Pièces | Pièce jointe | Pièce déjà fournie à [guichet unique] |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------|---------------------------------------|
| Exemplaire original de la demande complété et signé | <input type="checkbox"/> | |
| Devis estimatifs détaillés des investissements (si possible classé par type d'investissement) | <input type="checkbox"/> | |
| Relevé d'identité bancaire (ou copie lisible) ^(*) | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| Agrément coopératif ou autre preuve de l'existence légal de la CUMA (K-bis par exemple) (*) | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| Pouvoir habilitant le signataire à demander l'aide et à engager la CUMA | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| Déclaration de réforme du pulvérisateur (si nécessaire, cf modèle ci-dessous) | <input type="checkbox"/> | |

(*) Attention : Vous n'avez pas à produire les pièces qui sont déjà en possession du guichet unique.

- Pour l'extrait K-bis : il n'est à fournir que si des modifications sont intervenues au sein de la CUMA et que vous n'avez pas adressé depuis de nouveau K-bis au [guichet unique].
- La même règle s'applique pour le RIB. Une copie est acceptée. Si vous avez plusieurs comptes et que vous souhaitez que la subvention soit versée sur un compte particulier, dans ce cas, vous devez préciser ci-après le numéro de compte particulier ou fournir le RIB du compte sur lequel l'aide doit être versée.

Numéro du compte sur lequel l'aide doit être versée :

code établissement code guichet numéro clé RIB
 |_|_|_|_|_|_|_| |_|_|_|_|_|_|_| |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_| |_|_|_|

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à instruire votre dossier de demande d'aide publique. Les destinataires des données sont le Ministère de l'Agriculture et de la Pêche, le CNASEA. Conformément à la loi «informatique et libertés» du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent. Si vous souhaitez exercer ce droit et obtenir communication des informations vous concernant, veuillez vous adresser à la DDAF du département du siège de votre exploitation.

Déclaration de réforme d'un pulvérisateur

Je déclare sur l'honneur que le pulvérisateur actuellement présent au sein de la CUMA fera l'objet d'une réforme suite à l'acquisition du nouveau pulvérisateur prévu dans la présente demande.

Pour le règlement de l'aide, je m'engage à fournir une attestation du repreneur de notre ancien pulvérisateur par laquelle ce dernier sera détruit, réformé ou remis aux normes EN 12761 et EN 907.

Fait à _____ le : _____

Signature